

Unité départementale de l'Essonne
Cité administrative
Boulevard de France
91012 EVRY-COURCOURONNES CEDEX

EVRY-COURCOURONNES CEDEX, le
24/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

REVIVAL

ZI 4 - BP 8
rue du Président Lecuyer
59880 Saint-Saulve

Références : D2023- 1028
Code AIOT : 0006509538

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/10/2023 dans l'établissement REVIVAL implanté 37 et 43 quai de l'Industrie 91200 Athis-Mons. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le SDAGE 2022-2027 vise des objectifs ambitieux, notamment l'atteinte du bon état écologique en 2027 pour plus de la moitié des cours d'eau du bassin. Il vise à minimiser l'impact des activités humaines sur les milieux aquatiques.

Or, pour des raisons généralement liées à leur fonctionnement, de nombreuses installations classées pour la protection de l'environnement sont situées en bordure de cours d'eau.

Lorsqu'un déversement accidentel, un incendie, ou tout autre événement à l'origine de rejets de substances polluantes survient, les rejets dans le milieu sont susceptibles d'avoir une incidence notable sur la qualité des masses d'eau.

Par ailleurs, les épisodes de crue et de sécheresse qui ont touché l'Île-de-France depuis plusieurs années tendent à confirmer l'importance de la sensibilisation de ces établissements afin de lutter contre la pollution des cours d'eau, à la fois en période de crue et de sécheresse.

Dans ce cadre, le service prévention des risques de la DRIEAT a engagé une action régionale « ICPE en bordure de cours d'eau » visant à évaluer les dispositifs mis en place par les exploitants afin d'éviter ces risques de pollution des cours d'eau.

L'inspection du 13 octobre 2023 s'inscrit dans le cadre de cette action nationale.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REVIVAL
- 37 et 43 quai de l'Industrie 91200 Athis-Mons
- Code AIOT : 0006509538
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société REVIVAL exploite notamment :

- une installation de transit, regroupement et tri de déchets métalliques ;
- une installation de stockage, dépollution, démontage, découpage et broyage de véhicule hors d'usage (VHU) ;
- une installation de broyage de métaux.

Le tonnage global de déchets traités est de 90 000 tonnes pour l'année 2020, dont 40 % de Véhicules Hors d'Usage (VHU).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Vérifier les dispositions de lutte contre la pollution au sein des ICPE en cas d'inondation,
- Sensibiliser les exploitants aux risques qu'encourent leurs outils industriels en cas de crue.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	État des matières stockées.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
8	Consignes d'exploitation et de sécurité.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dispositions relatives à la limitation des conséquences de pertes de confinement	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 24	/	Sans objet
2	Capacité des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 > I.	/	Sans objet
3	Règles de gestion des rétentions et stockages associés.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 > II.	/	Sans objet
4	Dispositions spécifiques aux réservoirs.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 > III.	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Dispositions spécifiques aux aires de chargement, déchargement	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 > VI.	/	Sans objet
6	Principes généraux de prévention des risques.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	/	Sans objet
9	Documents de l'installation.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	/	Sans objet
11	Vérification des moyens de secours	AP Complémentaire du 29/06/2011, article 2.7.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 20 octobre 2023 a permis de vérifier les dispositions de lutte contre la pollution au sein de l'installation en cas d'inondation. Notamment, l'exploitant dispose bien d'une procédure de gestion des situations d'urgence concernant les phénomènes de crue.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions relatives à la limitation des conséquences de pertes de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 24
Thème(s) : Risques chroniques, Situation administrative
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions des points I, II, III. B, III. D, V. A, V. B, VI. A, VI. E, VI. F et VII de l'article 25, ainsi que les dispositions des articles 26 et 27 sont applicables aux installations autorisées après le 3 mars 1999 ou ayant fait l'objet de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ayant conduit au dépôt d'un nouveau dossier après cette date, à l'exception des installations relevant des rubriques 4510 ou 4511 pour le pétrole brut ou des rubriques 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4744, 4746, 4747, 4748, 1434, 2210, 3641, 2251, 2565, 2730, 2731, 2910, 3110 ou 2921 ainsi que des cimenteries, des papeteries, des verreries, cristalleries et installations de fabrication de fibres minérales et produits manufacturés dérivés, des installations de traitement, de stockage ou de transit de résidus urbains ou de déchets industriels, des établissements d'élevage et des installations d'incinération de cadavres d'animaux de compagnie. Les autres dispositions de l'article 25 ainsi que l'article 26 bis ne sont pas applicables. Les dispositions du point V. B de l'article 25 sont applicables uniquement à compter du 1er juillet 2023.</p> <p>Les dispositions des articles 25, 26 et 27 sont par ailleurs applicables aux modifications concernant l'ensemble des installations soumises à autorisation dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022 ou régulièrement mises en service avant cette date, lorsque ces modifications nécessitent le dépôt d'une nouvelle autorisation en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement à compter du 1er septembre 2022, à l'exclusion des installations classées soumises à l'une ou plusieurs des rubriques 2101 à 2150, ou 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Les dispositions de l'article 26 bis ne sont pas applicables.</p>

Constats :

L'inspection des installations classées précise que le site exploité par REVIVAL sur la commune d'ATHIS MONS est classé dans la rubrique n°3532 de la nomenclature des installations classées pour le traitement en broyeur de déchets métalliques.

Or, cette activité s'apparentant à un traitement de déchets industriels, les dispositions des points I, II, III. B, III. D, V. A, V. B, VI. A, VI. E, VI. F et VII de l'article 25, ainsi que les dispositions des articles 26 et 27 ne sont pas applicables aux installations.

Le positionnement de l'exploitant concernant ces points sera toutefois présenté à titre de simple information.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : — Capacité des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 > I.

Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions

Prescription contrôlée :

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;
 - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés.
- Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ;
- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

Constats :

Lors de l'inspection du 13 octobre 2023, l'exploitant a présenté le plan des installations, comportant la localisation des stockages de produits dangereux.

Il s'agit :

- d'aérosols stockés dans l'atelier ;
- de lubrifiants stockés sur une zone de stockage située aux abords de l'atelier ;
- de stockages de gazole non routier (GNR) et de fioul stocké au niveau de la station de distribution de carburants ;
- des déchets issus de la dépollution des VHU.

L'exploitant a déclaré que ces stockages sont munis de cuvettes de rétention. L'exploitant a précisé que les carburants sont stockés dans des cuves double-enveloppe.

L'inspection a constaté les éléments suivants :

- les lubrifiants stockés sur la zone située aux abords de l'atelier sont stockés dans des Grands Réservoirs Vrac sur rétention ;
- les stockages de GNR et de fioul sont stockés dans un conteneur formant rétention.

L'inspection des installations classées a constaté que les produits dangereux sont stockés sur rétention, conformément aux dispositions de l'article 25-I de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : — Règles de gestion des rétentions et stockages associés.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 > II.

Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions

Prescription contrôlée :

Le volume nécessaire à la rétention est rendu disponible par une ou des rétentions locales ou déportées. En cas de rétention déportée, celle-ci peut être commune à plusieurs stockages. Dans ce cas, le volume minimal de la rétention déportée est au moins égal au plus grand volume calculé pour chacun des stockages associés. Une double paroi, répondant aux dispositions du présent article, peut tenir lieu de rétention pour le réservoir concerné.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.

Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux prescriptions applicables à l'installation en matières de rejets ou sont éliminés comme les déchets.

Constats :

Lors de l'inspection du 13 octobre 2023, l'exploitant a déclaré que l'ensemble des activités sont exercées sur un sol imperméable et que la totalité du site est sur rétention. L'exploitant précise que les eaux pluviales et de ruissellement sont collectées avant de passer par un séparateur d'hydrocarbures.

L'exploitant précise que la gestion des eaux pluviales est en cours de modification, conformément aux éléments transmis dans le porter à connaissance du 30 mars 2022 portant sur la modification des modalités de gestion des eaux et la construction d'un hangar pour le stockage des résidus de broyage.

L'inspection des installations classées précise que les éléments du porter à connaissance sont en cours d'instruction. D'ores et déjà, l'inspection des installations classées indique que les modifications portées à la connaissance du préfet sont considérées comme notables mais non substantielles.

Un arrêté de prescriptions complémentaires pourrait être proposé à l'issue de cette instruction pour encadrer les modifications apportées, sans nécessiter une nouvelle procédure d'autorisation environnementale.

Lors de l'inspection du 13 octobre 2023, l'inspection des installations classées a constaté la réalisation des travaux des fondations du futur bassin de rétention. Celui-ci est destiné à collecter l'ensemble des ruissellements sur le site. Une station de traitement physico-chimique sera également mise en place.

L'exploitant a précisé que le bassin de rétention devrait être opérationnel pour le mois de mars 2024. L'exploitant ajoute enfin que ce bassin disposera d'une vanne d'isolement qui permettra de créer une rétention déportée pour l'ensemble des ruissellements issus du site, y compris les eaux d'extinction incendie.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : — Dispositions spécifiques aux réservoirs.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 > III.

Thème(s) : Risques chroniques, Etenchéité des réservoirs

Prescription contrôlée :

B. -Les réservoirs sont conçus de manière à pouvoir contrôler leur étanchéité à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.

D. -Le stockage des liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement ainsi que des liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, n'est autorisé sous le niveau du sol environnant que dans des réservoirs enterrés placés en fosse.

Constats :

Lors de l'inspection du 13 octobre 2023, l'exploitant a déclaré :

- qu'il n'existe pas de stockage enterré de produits inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement ;
- les réservoirs de stockage des carburants sont inclus dans une station de distribution de liquides inflammables. L'exploitant ajoute que ces réservoirs ont été nettoyés en fin d'année 2021.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : — Dispositions spécifiques aux aires de chargement, déchargement ...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 > VI.

Thème(s) : Risques chroniques, Etenchéité des sols

Prescription contrôlée :

A.-Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles définies aux points I et II de l'article 25.

E.-Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, solides ou liquides, est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les fuites éventuelles ou épandages accidentels.

Constats :

Lors de l'inspection du 13 octobre 2023, l'inspection des installations classées a constaté que la station de distribution de produits inflammables est installée sur un sol étanche. Les ruissellements provenant de cette zone sont donc collectés et dirigés vers un débourbeur / séparateur d'hydrocarbures. À compter du mois de mars 2024, ces rejets seront acheminés vers le nouveau bassin de confinement.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Principes généraux de prévention des risques.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47

Thème(s) : Risques chroniques, Disposition en cas d'incident ou d'accident

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.

Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.

Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.

Constats :

Lors de l'inspection du 13 octobre 2023, l'exploitant a présenté la procédure référencée M1-MOP-004-ATHIS-MONS - Rév.1 du 05/10/2022 et intitulée "Gestion des situations d'urgence - phénomène de crue - ATHIS MONS".

L'inspection des installations classées constate que cette fiche mentionne deux phases : la phase de vigilance et la phase d'alerte. La phase d'alerte prévoit notamment la réalisation d'un inventaire des stocks, l'évacuation des produits non nécessaires, ainsi que le pompage des débourbeurs / séparateurs d'hydrocarbures.

L'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant a mis en place une procédure en cas d'inondation afin de prévenir tout risque de pollution.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : État des matières stockées.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

Thème(s) : Risques chroniques, Etat des stocks

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

Constats :

Lors de l'inspection du 13 octobre 2023, l'exploitant a présenté l'état des stocks des produits dangereux présents sur le site. L'exploitant précise que cet état des stocks est mis à jour à fréquence mensuelle.

L'inspection des installations classées a constaté que ce document mentionne l'état des stocks pour le fuel, le gazole non routier (GNR), les lubrifiants et les gaz.

L'exploitant a précisé que cet inventaire ne mentionnait que les produits achetés par REVIVAL, sans prendre en compte les produits issus de la dépollution des Véhicules Hors d'Usage (VHU) présents sur le site.

L'inspection des installations classées a précisé que ces produits doivent figurer dans l'état des stocks.

Par échantillonnage, l'inspection des installations classées a vérifié la Fiche des Données de Sécurité (FDS) du produit "ZS 68", mentionné dans l'état des stocks.

L'exploitant a présenté la FDS correspondante.

L'inspection des installations classées relève que celle-ci :

- est rédigée en français ;
- comporte la mention "conforme au règlement (CE) n°1907/2006 ;
- a été révisée le 08-11-2008 ;
- comporte 16 rubriques ;
- précise que les moyens d'extinction appropriés sont : CO₂, poudre ABC, mousse, eau pulvérisée ou en brouillard.

L'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant est en mesure de fournir les fiches de données de sécurité (FDS) des produits dangereux présents sur le site. Le correspondant HSE précise que les états des stocks sont utilisés pour constituer la base de données des FDS mises à disposition.

L'exploitant doit compléter son état des stocks pour y faire figurer l'ensemble des produits présents sur le site, y compris les produits issus de la dépollution des VHU.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Consignes d'exploitation et de sécurité.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

Thème(s) : Risques chroniques, Consignes de sécurité

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;
- l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

Constats :

Lors de l'inspection du 13 octobre 2023, l'exploitant a présenté la procédure M1-PRO-007 - Rév.5 - 12/11/2021 intitulée "Gestion des situations d'urgence".

L'inspection des installations classées relève que cette procédure mentionne les procédures suivantes :

- M1-MOP-002 : Déversement accidentel ;
- M1-MOP-003 : Incendie/Explosion ;
- M1-MOP-004 : Phénomène de crue ;
- M1-MOP-005 : Vol et intrusion ;
- M1-MOP-010 : Gestion des situations d'urgence - Découverte d'engins explosifs ;
- M1-MOP-007 : Gestion des situations d'urgence - Déclenchement du portique de détection radioactivité ;
- S1-MOP-001 : Que faire en cas d'accident du travail.

Par échantillonnage, l'inspection des installations classées a vérifié que ces procédures mentionne bien l'obligation d'information de l'inspection des installations classées. La procédure M1-MOP-004-ATHIS-MONS : Phénomène de crue ne précise pas cette obligation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Documents de l'installation.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60

Thème(s) : Risques chroniques, Plans des installations

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour les documents suivants :

- les plans, en particulier, pour les installations concernées ;
- les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des interrupteurs ou arrêts d'urgence prévus au point B de l'article 66 ainsi que des moyens de protection incendie ;
- le plan des réseaux, en particulier le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les tuyauteries ;
- le plan des réseaux et installations de rétention et confinement des eaux incendie, ainsi que, le cas échéant, l'implantation des dispositifs de déclenchement ou obturation et dispositifs de limitation de propagation de sinistre ;
- le plan des tuyauteries contenant des matières dangereuses prévu à l'article 25. V. E ;

<ul style="list-style-type: none"> – le plan des équipements et moyens de lutte contre l'incendie et d'intervention prévus à l'article 68 du présent arrêté ; – Les plans sont tenus à disposition, de façon facilement accessible, des services d'incendie et de secours.
Constats : Lors de l'inspection du 13 octobre 2023, l'exploitant a présenté le plan de circulation. L'inspection des installations classées a constaté que ce plan mentionne notamment les différentes zones de stockage, les stockages de produits dangereux, ainsi que les moyens de secours à utiliser en cas de sinistre (RIA + poteaux incendie). L'exploitant a précisé que ce plan serait modifié afin de prendre en compte les modifications à venir sur le site (Cf; Dossier de porter à connaissance du 30 mars 2022).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Vérification des moyens de secours

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/06/2011, article 2.7.2
Thème(s) : Risques chroniques, Moyens de secours contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, au minimum [...]. Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.
Constats : Lors de l'inspection du 20 octobre 2023, l'exploitant a présenté les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> – le bon d'intervention n°16216 établi par la société Bernaud Protection Incendie et daté du 04/11/23 ; – le bon d'intervention n°16217 établi par la société Bernaud Protection Incendie et daté du 04/11/23 ; – le bon d'intervention n°17130 établi par la société Bernaud Protection Incendie et daté du 09/07/23. <p>L'exploitant précise que le bon d'intervention n°17130 correspond à la vérification des moyens de secours installés sur la zone du broyeur aluminium, alors que les bons d'interventions n°16216 et n°16217 correspondent à la vérification des moyens de secours installés sur la zone du broyeur fer/VHU.</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> – le bon d'intervention n°16216 concerne la fourniture de 11 nouveaux extincteurs et la vérification de 32 extincteurs existants ; – le bon d'intervention n°16217 concerne la vérification de 11 extincteurs et de 17 Robinets Incendie Armés (RIA) existants ; – le bon d'intervention n°17130 concerne la fourniture de d'un nouvel extincteur et la vérification de 18 extincteurs et de 9 Robinets Incendie Armés (RIA) existants. <p>L'inspection des installations classées a constaté que les moyens de secours sont maintenus en bon état et vérifiés, conformément aux dispositions de l'article 2.7.2 de l'arrêté préfectoral du 29 juin 2011 portant actualisation des prescriptions de fonctionnement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

